

Vendredi 14 Septembre 2007

Discours de clarification du président Omar Bongo Ondimba sur le projet de mise en exploitation de la mine de fer de Bélinga

- « Excellences,
- Mesdames, Messieurs,

Je vous ai réunis ce jour pour une rencontre de clarification qui m'a paru indispensable alors que démarre ce qu'on a appelé le chantier du siècle à savoir-la mise en exploitation de la mine de fer de Bélinga avec la construction des infrastructures nécessaires.

En effet, beaucoup de gens se posent des questions sur ce dossier, notamment celle relative à la préservation de l'environnement et des écosystèmes au regard des grands travaux à réaliser.

Je vais vous faire part succinctement de ma vision sur cette problématique. Le Gouvernement pourra ensuite la traduire par rapport au dossier « Bélinga ».

Fils de ruraux dont l'activité principale était l'agriculture et la chasse, je portais en moi dès ma naissance l'amour de la nature. J'ai grandi avec elle, je l'ai aimée, j'ai appris à la respecter. Ecologiste, je l'étais donc déjà. Parce que je crois en résumé que c'est cela l'écologie.

Devenu Président de la République, je n'ai point changé. Bien au contraire, ce qui était en moi une prédisposition naturelle est devenue conviction et engagement.

Politique de reboisement, Ministère de la Protection de la Nature (déjà en 1980), Protection particulière des espèces animales - dans quel pays a-t-on déjà laissé des éléphants s'en prendre aux plantations de paisibles citoyens pour cause de protection d'animaux, comme cela se passe à Sette Cama

C'est dire que la- prise en compte permanente de la dimension « environnement » a toujours été une constante de ma politique.

Ainsi, contrairement à la plupart des autres pays, notamment les pays développés, le Gabon a toujours respecté les engagements pris au niveau international au Sommet de la Terre à Rio, en 1992, et au Sommet de Johannesburg, dix ans après.

Nous avons alors signé, ratifié et mis en oeuvre la Convention de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre qui menacent dangereusement notre planète.

Cette même convention, si importante pour l'Humanité, que des grandes nations développées, dont les ONG présentes au Gabon sont originaires, refusent de mettre en oeuvre.

S'agissant de la biodiversité, le Gabon, couvert à 80 % de forêts et peuplé seulement d'un million et demi d'habitants, est encore un espace vierge, plus que protégé.

Ce problème de l'environnement aurait donc pu ne pas être le nôtre.

Mais comme disait le philosophe «Je suis homme et rien de ce qui touche à l'homme ne m'est étranger». C'est pourquoi j'ai décidé souverainement de réserver à l'Humanité 11 % du territoire national.

En créant 13 parcs nationaux, le Gabon est devenu ainsi, après le Costa Rica, le deuxième pays au monde à protéger la nature à ce niveau. Et je suis prêt à aller plus loin.

Mais voyez-vous, Je suis Président, comme les autres, d'un pays et d'un peuple qui aspire lui aussi, comme les autres, au développement, au bien-être, au progrès et à la prospérité. Et chaque jour que Dieu fait, je me bats aussi pour cela.

Comment comprendre dès lors que ceux là qui n'ont pas réussi à imposer ou à s'imposer chez eux un minimum de mesures préventives en faveur de l'environnement viennent chez nous en utilisant le tapage médiatique, le mensonge et la calomnie pour obliger mon pays à sacrifier son développement sur l'autel de la nature.

Ils veulent ainsi en faire une simple réserve destinée uniquement à recycler le gaz carbonique émis par leurs grands pays qui, pour leur part, refusent égoïstement de respecter l'environnement.

Alors que l'une des missions de ces ONG - dans le cadre d'une véritable solidarité Nord-Sud et d'un réel partenariat planétaire-devrait être d'informer, de sensibiliser et d'intéresser les pays industrialisés et développés à nos problèmes, de les amener à accompagner nos efforts dans ce domaine par des financements appropriés.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons entrepris un grand projet, à savoir construire une voie ferrée, une centrale hydroélectrique, un port en eau profonde, pour satisfaire les aspirations légitimes du Peuple gabonais à un minimum de développement et de bien-être. Ces infrastructures sont indispensables à l'exploitation du gisement minier de Bélinga. Leur implantation et leur réalisation perturbent évidemment quelque peu les écosystèmes des régions concernées.

Mais ce vaste projet ne remet nullement en cause la politique que j'ai initiée en matière d'environnement, traduite notamment par la loi relative aux parcs nationaux. Car cette loi prévoit de manière expresse que la perte d'une partie du territoire d'un parc national en cas de nécessité économique doit être compensée à l'identique.

Cela signifie quoi ?

Cela signifie tout simplement que ce que je prends ici, je le remplace ailleurs et qu'il n'y a pas déséquilibre.

Mais de là à bâillonner tout développement, il y a un pas que je ne peux pas franchir car si je dois préserver la nature, je dois tout autant assurer le développement du Gabon.

Hier, fallait-il ne pas faire le Transgabonais alors qu'il est à présent un outil majeur de notre développement et un acquis apprécié de tous ?

Aujourd'hui, faudrait-il ne pas faire Bélinga alors que ce dossier a été ouvert en même temps que celui du Transgabonais et qu'il est enfin totalement bouclé aujourd'hui ?

Et le port en eau profonde de Santa Clara, indispensable pour l'évacuation du minerai de Bélinga, faut-il l'oublier ?

Et le nouvel aéroport de Libreville, faut-il retarder sa réalisation et continuer d'exploiter un aéroport situé à présent en pleine ville ?

Et les nombreux indices de minerai (plus de 900), or, diamant, barytine, fer, manganèse, uranium, et j'en passe. Faut-il les laisser vivre l'éternité en sous-sol alors que nous devons assurer l'avenir des générations futures ?

Non. Parce que développer son pays est la mission première de tout Chef d'Etat.

Ce qui importe, en tout état de cause, ce n'est pas de sacrifier l'Homme ni la nature mais d'assurer un équilibre durable entre l'Homme, tous les hommes, et notre maison commune, la Planète Terre.

Mon engagement vis-à-vis de la communauté internationale et vis-à-vis du Peuple gabonais est celui-là. J'ai défini une politique et j'ai donné à ce sujet au Gouvernement de la République des instructions précises, fermes et permanentes.

Je demande du reste au Gouvernement de faire à présent un exposé des motifs sur la situation du projet Bélinga à ce jour

Je vous remercie. »